

Pays: Bulgarie

Commission: Conseil de l'UE Europe for Peace

Problématique: Quelle convergence diplomatique et quels plans d'action européens dans les principaux conflits qui menacent la stabilité mondiale ?

Honorable présidence, chers délégués,

La délégation bulgare est ravie de participer à l'EUROmad, où elle espère pouvoir collaborer avec les autres pays de l'Union afin de trouver des solutions diplomatiques face aux conflits qui menacent la stabilité mondiale.

La Bulgarie est un pays située dans la péninsule balkanique, elle partage frontière avec la Grèce, la Turquie, la Roumanie, la Serbie et la Macédoine tout en étant bordée par la Mer Noire. Cette république parlementaire et démocratique compte de nos jours avec 7 millions d'habitants, d'un PIB de 84,9 milliards de dollars et un IDH de 0,795, ces deux dernières valeurs étant faibles par rapport aux autres pays qui constituent l'Union Européenne. La Bulgarie, dont la monnaie nationale est le lev bulgare, est un pays industrialisé et la plupart de l'économie est détournée vers le secteur privé. Sa capitale, Sofia, est la résidence du Président de la République, le socialiste et eurosceptique Roumen Radev, et du Premier Ministre, la conservatrice et europhile Mariya Gabriel, à la suite de la démission du Premier ministre Nikolai Denkov le 5 mars 2024.

La Bulgarie formait anciennement partie du bloc soviétique de l'est mais s'est rapproché de manière continue de l'Europe et du monde occidental depuis son effondrement. Les relations diplomatiques avec l'Union européenne ont continué jusqu'à son adhésion en 2007, le pays compte aujourd'hui 17 députés au Parlement Européen. Le pays balkan participe activement avec les pays membres du parlement afin de gérer la défense européenne et la prévention ainsi que les sanctions de conflits étrangers. Elle est également membre de l'Organisation mondiale du commerce depuis 1996 et de l'OTAN depuis 2004 où elle "joue un rôle essentiel pour notre sécurité dans la région de la mer Noire, ainsi que dans les Balkans occidentaux et au-delà" selon le secrétaire général délégué, M. Geoană.

Nous vivons dans un monde de tensions et défis ce qui exige à l'Europe, en tant qu'acteur incontournable dans les relations internationales et historiquement attachés aux droits de l'Homme, une coopération et communication exemplaire entre les États membres afin de trouver des plans d'action pertinents. Nous travaillons plus précisément sur trois conflits majeurs d'actualité dans ce conseil: les tensions entre la Chine et le Taïwan, le conflit entre l'Ukraine et la Russie et le conflit israélo-palestinien. Tous les trois ont de grandes répercussions au niveau politique, économique et social dans tout le monde. Le positionnement et gestion de l'Union Européenne face à ces affrontements sont cruciaux pour le maintien de la paix.

En ce qui concerne les tensions entre la Chine et le Taïwan, l'Union Européenne a considéré d'adopter une position neutre, pour pouvoir maintenir des relations diplomatiques ainsi qu'économiques avec les deux. L'Europe entretient des liens commerciaux importants avec la Chine, cependant il existe aussi des relations économiques avec le Taiwan, qualifié de partenariat informel, notamment dans le secteur de la technologie. Elle assure aussi un soutien dans la sécurité régionale et de la stabilité dans le détroit de Taïwan. La Bulgarie adhère avec la stratégie de prudence face aux tensions mais ne soutien pas le Taiwan. En effet, elle ne le reconnaît pas comme un pays, tout comme l'Union Européenne, mais en plus défend la politique d'une seule Chine qui inclut le Taiwan dans le territoire de la République Populaire de Chine. La Bulgarie et la Chine entretiennent de nombreuses relations dans tous les domaines, le pays asiatique investit dans le pays balkan qui le considère comme partenariat important. De plus, la Bulgarie envisage une collaboration dans le cadre de l'initiative de "La Ceinture et la Route" qui selon son vice-président améliorera les conditions du pays.

Par rapport au conflit armé entre la Russie et l'Ukraine, l'Europe a été sévère avec les sanctions envers la Russie, pour l'exclure le plus possible du plan économique, en faveur de l'Ukraine qu'elle soutien sans hésitation et envoie des armes. Cependant, de nombreux pays de l'Europe

dépendent énergétiquement de la Russie notamment la Bulgarie (entre 74% et 90% pour le gaz), ce qui suppose des difficultés pour couper toutes les relations avec le pays. La Bulgarie se trouve dans une position particulièrement compliquée. D'un côté, elle doit satisfaire aux exigences de ses partenaires européens et transatlantiques, de l'autre, elle fait face à la volonté d'une grande partie de la population, de garder une neutralité dictée par l'histoire et la géographie du pays. Le gouvernement est aussi divisé en deux, avec une partie europhile et atlantiste et le président de la république, opposé à la fourniture d'équipement militaire. C'est dans ce contexte, que la délégation Bulgare préfère agir avec une certaine neutralité évitant l'affrontement avec la Russie qu'elle ne considère pas comme un rival, mais décide de rester ouverte aux propositions des alliances auxquelles elle appartient.

Le conflit à Gaza est le résultat d'un échec politique et moral collectif, dont les peuples israélien et palestinien paient aujourd'hui le prix fort. Ce prix continuera d'augmenter si nous n'agissons pas. La Bulgarie reconnaît l'État Palestinien depuis 1988. La position de la Bulgarie par rapport à ce conflit est claire, le seul moyen de trouver une solution juste et durable au conflit passe par des négociations directes entre Israéliens et Palestiniens, qui mèneront à la création d'un État palestinien démocratique indépendant qui coexiste dans la paix, la sécurité et la reconnaissance de l'Israël. Pour garantir cela, le pays propose à l'Union Européenne d'être l'intermédiaire afin de garantir des dialogues entre les deux communautés.

En conclusion, la délégation de la Bulgarie veut que l'Union européenne soit à la hauteur pour faire face aux défis que proposent ces temps d'instabilité mondiale, tout en favorisant le dialogue, les relations diplomatiques et en restreignant les sanctions qui pourraient avoir des conséquences dans le développement des pays balkans.